

# Les stratégies de Ceaușescu dans la gestion et le remboursement des crédits extérieurs

---

LAVINIA BETEA

## Première synthèse officielle des crédits extérieurs

**A**U PRINTEMPS 1989, Nicolae Ceaușescu<sup>1</sup> transmettait aux citoyens de la Roumanie, dans l'un de ses discours triomphalistes, que le pays avait intégralement acquitté la dette extérieure. C'était aussi le moment où il leur faisait connaître le quantum de cette dette. Selon la déclaration de Ceaușescu, « depuis 1975 jusqu'en mars 1989 nous avons payé à peu près vingt-et-un milliards de dollars, dont plus de sept milliards d'intérêts ». Les dettes en roubles avaient été acquittées aussi, affirmait le dirigeant roumain sans donner de détails. Il tenait toutefois à préciser que le pays avait à encaisser des crédits de plus de 2,5 milliards de dollars.<sup>2</sup>

Le 31 mars 1989, le jour où la dernière tranche de la dette extérieure de la Roumanie était payée, Ceaușescu a tenu une réunion avec les membres du Comité Politique Exécutif du Comité Central du Parti (CPEX), l'institution de décision politique. A cette occasion, il leur a fait apprendre que, simultanément au remboursement des crédits, le programme roumain d'investissements s'était élevé à 215 milliards de dollars et l'économie avait connu une croissance de 60%.<sup>3</sup> Ceaușescu a déclaré aussi bien devant son staff que devant la presse que la Roumanie ne ferait plus appel à des crédits extérieurs (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 92/1989, f. 15). Dans le CPEX il a souligné que les politiques antérieures continueraient : l'austérité, la croissance des exportations et les économies de matières premières.<sup>4</sup>

Le forum législatif de la Roumanie a donc adopté une loi qui interdisait de prendre des crédits extérieurs (Loi n° 3 du 18 avril 1989 sur l'interdiction de crédits extérieurs, *Buletinul Oficial al Republicii Socialiste România*, n° 14 du 25 avril 1989 ).

Les Roumains ne pouvaient qu'en être heureux. Ils s'imaginaient que, après la crise qu'ils avaient traversée durant les dix dernières années, leur quotidien s'améliorerait. Cependant, ils ne connaissaient ni les causes des engagements de crédits, ni la situation réelle de l'économie roumaine et d'autant moins les stratégies et les motivations du dirigeant.

## Politiques publiques et programmes secrets

**L**E COMMANDEMENT des régimes communistes s'est en général fait remarquer par volontarisme, manie du secret et logocratie. Dans l'histoire « de l'empire intérieur et extérieur » de l'Union soviétique, comme l'historien Hélène Carrère d'Encausse appelle l'espace des régimes communistes, les années 1970 avaient signifié le début de l'implosion économique. Les sociétés gouvernées au nom du projet marxiste-léniniste étaient entrées en une crise dont elles ne s'en tireraient plus. Si les idéologues et les propagandistes clamaient la victoire du « socialisme développé », les chefs du régime se posaient déjà des questions sur les voies à suivre. Bien que les algorithmes de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme eussent été épuisés, le rêve de l'émergence d'un « homme nouveau » et celui du dépassement du capitalisme semblaient plus éloignés que jamais. Le gouffre entre les attentes de la foule et les promesses des dirigeants communistes ne faisait que s'accroître.

Le dilemme de Lénine – *Qu'est-ce qu'on pourrait faire ?* – troublait les conclaves du pouvoir dans « le camp socialiste ». La réponse de Nicolae Ceausescu visait l'utopie d'une « conscience socialiste » de tout le peuple en tant que mouvement perpétuel du projet sociétal communiste (Betea et al., 2015, p. 17-20). Par rapport aux classiques du marxisme, qui postulaient l'existence matérielle comme facteur déterminant de la conscience, c'était une vision schismatique – remarquait Dumitru Popescu, le coordinateur de la propagande (Betea, 2010, p. 242).

Par le document connu sous le nom de « thèses de juillet »<sup>5</sup>, l'utopie devenait officielle. Sa mise en œuvre s'est transformée en une source de frustration toujours plus grande pour le peuple, qui devait faire face à une dissonance cognitive accentuée entre le discours de la propagande et la réalité.

Il est impossible de préciser quand et comment la Roumanie est arrivée à engager des crédits. Ceausescu s'était toujours rapporté à la communauté et aux ressources de la Roumanie en propriétaire-manager autoritaire. Avant de prendre une décision, il avait, par exemple, un tête-à-tête avec les ministres ou les coordinateurs de certains secteurs, suivis de discussions informelles avec ses proches. Les points de vue ainsi formulés devenaient des « décisions » prises dans les séances formelles de la direction du parti. Certaines informations et décisions concernant les ministères de la Défense et de l'Intérieur n'étaient même pas annoncées aux membres du CPEX.

Le chef roumain avait placé l'engagement des crédits dans la catégorie des secrets. Nous disposons en ce sens du témoignage de Florea Dumitrescu, le ministre des Finances qui avait signé les accords d'adhésion et coordonné, jusqu'au printemps 1989, les opérations de prêt et de remboursement de la dette extérieure. Ceausescu l'avait nommé à la direction du ministère après le congrès du parti de 1969. Peu de temps après, il lui a demandé d'identifier des possibilités d'obtenir les crédits nécessaires à des investissements économiques. Dumitrescu s'est rendu à Moscou pour demander un prêt en devises libres à la Banque internationale d'investissements qui avait été fondée par les pays socialistes. Il s'est vu refuser sous prétexte de manque de liquidités (Tiu, 2015). Il faut préciser, entre parenthèses, que la Roumanie n'avait adhéré à cette nouvelle institution qu'en 1971. Il n'empêche qu'elle s'est fait remarquer par la moindre contribution payée

au fonds commun et par des prêts que l'Union soviétique était la seule à dépasser (Diac, 2013).

Cependant, en été 1968, Ceausescu avait contacté Pierre-Paul Schweitzer, le directeur général du Fonds Monétaire International (FMI), et Robert McNamara, président de la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (BIRD), qui se trouvaient à Bucarest pour une réunion internationale. Ils avaient à ce moment-là présenté au chef roumain les avantages de l'adhésion. La position que la Roumanie avait adoptée au moment de la « Guerre de six jours », en 1967<sup>6</sup>, et le fait qu'elle eût publiquement condamné l'invasion de la Tchécoslovaquie par des pays membres du Traité de Varsovie, en 1968, avaient, entre autre, contribué à lui ouvrir les portes du grand capital. Après des négociations entamées en 1970, la Roumanie adhéra, deux ans plus tard, au FMI et à la BIRD. Elle était le premier pays du Traité de Varsovie à se faire créditer par ces grandes institutions bancaires. Elle sera ensuite suivie par d'autres « sœurs ».

Les relations avec la haute finance internationale avaient commencé sous le signe de l'aventure. Les pays membres du FMI étaient les seuls à pouvoir adhérer à la Banque mondiale. Le Fonds accordait des prêts à court terme (0 à 5 ans) à 0,5% d'intérêt, mais il ne finançait pas d'investissements. Par contre, la Banque mondiale accordait des crédits pour des investissements dans la construction de centrales hydrauliques, les voies de communication, les régularisations des cours d'eau, les systèmes d'irrigation. Les pays membres pouvaient recevoir de 15 à 200 millions de dollars à 7,25% d'intérêt remboursables en cinq ans. Selon les dires de Florea Dumitrescu, le FMI avait fait à la Roumanie une offre généreuse, destinée exclusivement à l'infrastructure. Comme la Roumanie l'avait refusée, l'institution bancaire a modifié ses règlements, en acceptant aussi des projets d'investissements (*Betea et al.*, 2013, p. 386-388).

Les négociations en vue de l'adhésion ont été approuvées en juillet 1971 par le cercle du pouvoir le plus restreint – le Présidium permanent, composé de neuf dignitaires. Pour bénéficier des formes avantageuses de crédits accordés aux pays en voie de développement, Ceausescu a déclaré que son pays en faisait partie, avec un revenu de moins de 500 dollars par habitant et une population majoritairement rurale (*Betea et al.*, 2013, p. 388-390). Quant à la population, elle fut tout simplement annoncée que la Roumanie avait adhéré aux banques susmentionnées.

Durant les dix premières années depuis son adhésion, la Roumanie a bénéficié de 33 prêts pour des projets industriels, agricoles et de transport. Dans le discours public, toutes ces « réalisations » étaient mises au compte des « travailleurs », sagement guidés par le parti. Les six milliards de dollars empruntés au FMI et à la Banque mondiale ont revigoré l'économie roumaine. Les nouvelles entreprises construites et celles qui avaient été modernisées à l'aide des crédits devaient, selon le plan de Ceausescu, produire et exporter autant qu'elles pussent aisément éteindre la dette et faire accroître le revenu national.<sup>7</sup>

Par une autre stratégie secrète, Ceausescu espérait obtenir des profits en faisant des investissements et en accordant des prêts au tiers-monde. En 1972, par exemple, le chef roumain avait fait une tournée d'affaires en Afrique (*Betea et al.*, 2015, p. 108). Misant sur l'orientation socialiste voire communiste des pays libérés du régime colonial, Ceausescu a jeté les bases d'une coopération à travers des sociétés mixtes d'exploitation

et d'usage des ressources naturelles, selon le modèle des soviets que les Soviétiques avaient créés pour payer la dette de guerre.<sup>8</sup> La Roumanie faisait des investissements à moyen terme, en offrant une technologie, des spécialistes et des ouvriers qualifiés. Dans certains cas, elle accordait même des crédits bancaires. Les bénéficiaires devaient s'en acquitter en matières premières (pétrole, minerais, phosphates etc.) ou bien en produits autochtones (fruits tropicaux, cacao, peaux d'animaux etc.). Certaines marchandises étaient vendues sur des tiers marchés. Les affaires semblaient profitables à première vue et conformes à une éthique d'aides aux pays sous-développés ou en voie de développement. Il est évident que les membres du pouvoir étaient les seuls à connaître des détails concrets au sujet de ces aides.

## Déceptions et impasses

**E**N 1978, la dette extérieure de la Roumanie s'élevait à peu près à cinq milliards de dollars. À la suite de la hausse du prix du pétrole et des matières premières, cette dette est arrivée en 1982 à onze milliards de dollars (Belciuganu, 2009).

En 1982, le Mexique a suspendu le paiement de sa dette extérieure, ce qui a déclenché une véritable crise des dettes du tiers-monde. La Roumanie n'était pas le seul débiteur parmi les pays du CAER. Au début des années 1980, la Pologne avait cumulé des dettes de 24 milliards de dollars, utilisés toujours pour des investissements. Comme l'annuité qu'elle devait payer en 1981 équivalait au budget du pays, la Pologne est entrée en incapacité de paiement (Burakowski, 2011, p. 307-308). La Hongrie avait employé ses crédits pour la consommation, ayant pour résultat le soi-disant « socialisme du goulash ». Arrivées à l'échéance, elles ont augmenté les prix et étendu le secteur de l'économie du marché. La solution adoptée par la Yougoslavie a été de permettre à ses citoyens de travailler en Occident (*ibid.*, p. 309). Toutes ces stratégies se sont avérées inefficaces.

Ceausescu a été le seul à vouloir rembourser intégralement et à l'avance ses dettes extérieures.

Une première impasse, inattendue, est apparue pendant la crise du pétrole de 1973, lorsque le prix du baril a quadruplé. La révolution iranienne de 1979 l'a ensuite doublé. Les nouveaux dirigeants de l'Iran ont dénoncé les contrats avantageux que le schah Mohammad Reza Pahlavi avait signés avec Ceausescu. De plus, les experts roumains avaient constaté que les gisements nationaux de charbon avaient été surestimés (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 27/1984, f. 14). Ceausescu a demandé en vain aux mineurs, en 1985, de respecter le planning, en introduisant l'état de nécessité et le régime militarisé dans les centrales de charbon (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 30/1985, f. 13). Les désastres provoqués par les inondations, en 1970, et le tremblement de terre, en 1977, ont freiné également les projets en cours.

La réalité a prouvé bientôt que les emprunts n'ont pas apporté la hausse escomptée de la productivité, de l'innovation et de l'efficacité économique. Environ 19% du total des crédits extérieurs avaient été utilisés pour récupérer les pertes des entreprises. Celles-ci supportaient des blocages en chaîne, avec des pertes annuelles d'environ cent

millions de lei (Belciuganu, 2015). Le planning national devenait impossible à cause également de l'interdépendance excessive entre les unités économiques. Le combinat sidérurgique de Galati, par exemple, dépendait dans les années 1980 de 1 480 entreprises d'approvisionnement et de vente de sa production (Popescu, 2000, p. 240).

Le bilan des investissements au tiers-monde a été tout aussi décevant. Au début de 1984, le CPEx a analysé la situation de quelques sociétés mixtes d'Afrique et d'Amérique latine. « Nous avons peu de bénéfiques et de grandes pertes », a conclu Elena Ceausescu dans sa qualité de vice-premier ministre (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 65/1984, f. 12). Par exemple, la société mixte SOMCAROM dans la République Centrafricaine avait démarré dix ans auparavant avec un capital roumain de 90 000 dollars et un crédit de 3 500 dollars accordé aux hôtes. Cependant, l'investissement dans l'aménagement de dix mille hectares de terrain pour la culture du coton s'était soldé par des pertes irrécupérables pour les Roumains (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 2/1984, f. 9). La société mixte roumano-iranienne Geomet, la société Autotractor-Kinshasa au Zaïre, les sociétés pour l'exploitation du bois au Nigéria, de machines-outils au Pérou et de caoutchouc au Libéria ont été liquidées pour des raisons semblable, à l'initiative de la partie roumaine (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 65/1984, f. 12). Les crédits accordés n'ont pas été profitables non plus. La Libye et la Syrie, par exemple, avaient adopté des mesures de réduction des importations et d'augmentation des taxes, rendant plus difficile le transfert de devises (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 65/1984, f. 2-3).

Dans l'importation de matières premières en système non-monnaire, Ceausescu s'est réorienté vers les « frères » asiatiques de Chine, de Mongolie et de Vietnam du Nord (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 43/1984, f. 18) et surtout vers ses partenaires du CAER, l'Union soviétique en tête. Pendant la crise du gaz et du pétrole, elle n'a pas hésité d'user du chantage, conditionnant son accord pour la prolongation du Traité de Varsovie de la livraison de ces produits par les Soviétiques (*Betea et al.*, 2015, p. 152-156).

## La crise du déficit budgétaire et la panacée de l'exportation

**E**N MARS 1980, Ceausescu a convoqué et informé les chefs des ministères de l'Économie que l'exportation devenait une priorité nationale. Une commission devait la coordonner et une autre commission devait s'occuper du remboursement de la dette extérieure. Si la première présentait des rapports à la direction du parti, la seconde devait informer personnellement le dirigeant du pays.<sup>9</sup> Les ministères ont transmis à toutes les entreprises que le reste de la production était suspendu jusqu'à la réalisation du plan d'exportation (*Betea et al.*, 2015, p. 144). Les importations ont été interdites. Pour importer un simple objet ou une composante technologique, il fallait avoir l'approbation de Ceausescu. Par conséquent, la production de marchandises pour l'exportation qui utilisait du matériau, des technologies, des pièces d'échange et des composantes

d'importation a été négligée. En mai 1980, par exemple, l'entreprise de wagons d'Arad rapportait un retard dans la livraison de 27 000 wagons de passagers vers les partenaires étrangers à cause du fait que les avis d'importation des composants de fabrication étrangère n'avaient pas encore arrivés.

Ceausescu n'a pas hésité de forcer aussi la main des crédateurs. En 1982, il a demandé au FMI et à la BIRD de maintenir, dans les relations avec la Roumanie, le taux de 15 lei pour un dollar. Comme les banques ont imposé un taux d'échange de 19 lei pour un dollar, le dirigeant roumain a accusé le FMI et la BIRD d'« ingérence dans les affaires du pays ». Par conséquent, il a interdit d'autres emprunts extérieurs, a annulé les accords en cours et a décidé de rembourser à l'avance tous les crédits. Étant donné que les contrats prévoyaient des pénalités dans de pareilles situations, Ceausescu a menacé de suspendre tous les paiements si ses prétentions n'étaient pas acceptées. En usant de telles méthodes, il a obtenu que la dette de la Roumanie fût recalculée à 5% d'intérêt. Après ces concessions, les crédateurs ont prétendu un paiement régulier des annuités. En cas de retard, on allait revenir aux conditions initiales de remboursement (*Betea et al.*, 2015, p. 150-152).

En conséquence, une énorme pression a été mise sur la production d'exportation, dont la valeur devait couvrir le remboursement des crédits dans les délais établis. Dans les années 1980, la situation de l'exportation, qui enregistrait des retards en permanence, figurait deux fois par mois sur l'ordre du jour du CPEX. Les causes objectives (telles le manque de composants ou de teintures d'importation) se heurtaient à la prétention de Ceausescu de fabrication de tous les produits importés dans le pays.

La valeur de l'exportation augmentait d'une année à l'autre. Les Roumains exportaient en principal des lignes d'assemblage de tracteurs, ils construisaient des usines de ciment, de bitume, de bois de charpente, de vêtements, de verrerie, de tissus, des lignes électriques « à clef », des quartiers d'habitation, des centrales thermiques et hydrauliques, ils faisaient des forages d'eau et des prospections géologiques. Il ne faut pas oublier le commerce d'armement, qui était masqué dans les documents officiels (Andrei et Betea, 2011, p. 256-257). Le 9 février 1984, par exemple, Ceausescu avait sévèrement critiqué ses subalternes pour n'avoir pas couvert la moitié du plan d'exportation pour l'année en cours. Il s'agit d'un plan impossible, qui préconisait d'encaisser 5,2 milliards de dollars et 3,5 milliards de roubles dans le premier semestre de l'année ! (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 7/1984, f. 4).

En croyant pouvoir soumettre le réel à ses volontés, le dirigeant roumain faisait des projets utopiques pour un avenir de plus en plus éloigné. En avril 1988, après un voyage en Australie, il estimait que dans dix ans la Roumanie pourrait importer de ce continent environ 53 millions de tonnes de minerai de fer, qui seraient payés en produits roumains. Le minerai devrait être transporté par mer jusqu'à Constanta et prendre ensuite la voie de l'exportation vers la Yougoslavie et l'Autriche par le canal qui reliait le Danube à la mer Noire (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 21/1985, f. 6). Ceausescu avait essayé d'entamer des projets tout aussi téméraires avec les pays membres du CAER, qui ont rempli d'étonnement son homologue d'Allemagne de l'Est, Erich Honecker, comme en témoigne Ștefan Andrei, ancien ministre des Affaires Étrangères et coordinateur du commerce extérieur (Andrei et Betea, 2011, p. 398).

## La crise nationale et « la rationalisation » de la consommation

**S**IMULTANÉMENT à la décision de transformer en produit d'exportation tout bien ou service d'intérêt pour les étrangers, soit-il à des prix de dumping, Ceausescu est passé, selon sa propre expression, au « serrement de la ceinture ». Se servant dans le discours public de termes comme « rationalisation », « efficacité », « économie », « recyclage », il a provoqué une crise économique, alimentaire et sociale extrêmement douloureuse.

La crise a débuté en juillet 1980 par la « rationalisation » du sucre. Le café, le cacao, les fruits tropicaux, les épices ont disparu du marché roumain. Dans la session du mois de décembre, la Grande Assemblée Nationale a voté une loi qui obligeait la direction des départements de produire et de gérer la nourriture nécessaire à ses citoyens. À l'automne 1981 a été émis le Décret concernant les mesures à prendre pour prévenir et combattre les faits nuisibles au bon approvisionnement de la population. Ce décret interdisait à la population de stocker à la maison une quantité de produits alimentaires supérieure à la consommation mensuelle de toute la famille. Le non-respect de ses stipulations était puni d'une condamnation qui pouvait aller de six mois à cinq ans de prison.

Une autre mesure adoptée a visé la « rentabilisation » de l'économie. En janvier 1981, Ceausescu a annoncé que les salaires seraient payés proportionnellement aux résultats obtenus. Le plan de chaque capacité de production était imposé par une décision politique, et la possibilité de le réaliser devenait toujours plus illusoire. En fait, le Programme concernant la mise en œuvre rigoureuse des principes de l'auto-administration ouvrière et de l'auto-gestion justifiait les coupes dans les salaires. Un autre décret, promulgué en 1984, visait à stimuler les exportations (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 30/1985. ). Les « rentabilisations » ont continué par la réduction des fonctionnaires et du personnel administratif, de la consommation d'énergie et de matières premières (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 5/1982, f. 20-22). À partir de 1982, les prix ont augmenté : entre autres, le prix du gazole, de quatre à sept lei (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 65/1982, f. 7), et la contribution des parents au fonctionnement des écoles maternelles et des crèches (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 20/1982, f. 5). Le prix de vente du journal *Scânteia*, l'officieux du parti, a doublé (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 5/1982, f. 22). Les gardiens et le personnel qui travaillait dans les foyers pour élèves, pour étudiants et pour ouvriers ainsi que les aides-cuisiniers dans les cantines ont été remplacés par le « travail patriotique » des locataires. Le papier a été « rentabilisé » en 1985, de sorte que les maisons d'édition et la presse ont subi des réductions sévères de leurs publications et ont été chargées de « former la conscience socialiste ». Les mesures de Ceausescu ont visé aussi la musique, le répertoire des pièces étrangères dans le programme de radio, de télévision et de discothèque étant réduit à un tiers.

Les directions par lesquelles les dirigeants politiques transféraient le fardeau immense de la crise sur les épaules de toute la population, depuis les nouveau-nés aux nonagénaires, semblent avoir été parachevées en 1984. En janvier, le CPEx a adopté le Programme

unique de croissance de la production agricole dans les fermes personnelles des membres de la CAP [coopérative agricole de production] et dans les fermes des producteurs privés. On est ainsi revenu aux quotas agricoles que les paysans étaient obligés de donner à l'État après la guerre, à des prix bien inférieurs à ceux du marché (Décret n° 69 du 1<sup>er</sup> mars 1984 concernant les acquisitions de produits agricoles végétaux, *Buletinul Oficial al Republicii Socialiste România*, n° 16 du 1<sup>er</sup> mars 1984). Vingt ans après la finalisation de la collectivisation, les habitants des villages se virent obligés de cultiver leurs petits jardins et les lots de terres dont ils avaient l'usufruit. Conformément aux décisions prises à Bucarest, les produits végétaux et animaliers devaient être livrés à des prix insignifiants, sinon les villageois ne pouvaient pas acheter leurs « rations » de pain, de sucre et d'huile. Les habitants des villes avaient aussi une consommation « rationalisée » de viande, saucissons, beurre et œufs. Ces produits ne pouvaient être achetés qu'avec la carte de rationnement et la carte d'identité dans des quantités établies par les mairies. Cette méthode de rationalisation de la nourriture était appelée par la propagande le « Programme d'alimentation scientifique de la population », qui avait été promulgué en été 1984. En fait, Ceausescu payait le pétrole importé de l'Union soviétique en produits alimentaires. Il n'a toutefois pas réussi à honorer ces contrats, de sorte que les Soviétiques n'ont livré que la moitié des cinq millions de tonnes de pétrole convenus pour 1984 (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 6/1985, f. 36).

Les Roumains n'ont pas appris que leur pays était, dès le début des années 1970 déjà, en déficit d'énergie. La crise s'est accentuée durant la période suivante, lorsque la découverte de nouveaux marchés d'exportation a conduit à la construction d'autres capacités de production consommatrices d'énergie (usines de verrerie, ciment, matériaux de construction, engrais chimiques etc.). De manière irrationnelle, Ceausescu a imposé des restrictions sévères dans la consommation ménagère, bien qu'elle représentât peu sur le total d'énergie consommée à niveau national. Au début de l'hiver 1983-1984 il a introduit des « quotas » d'utilisation de l'énergie électrique et a imposé une température de maximum 18 degrés Celsius au lieu de travail. En janvier 1985, par un temps extrêmement froid, le quota d'énergie destiné aux citoyens et à l'éclairage public a été réduit de moitié (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 2/1985, f. 18). L'éclairage des rues et des cours des villageois fut aussi interdit. Ces mesures n'ont pas été annoncées non plus. En hiver 1986-1987, un autre décret réduisait de 20% l'énergie utilisée dans les espaces d'habitation, dans les institutions commerciales, scolaires et culturelles. « Il n'a qu'à se coucher habillé d'un pull-over, comme partout dans le monde », trancha Ceausescu la solution du citoyen roumain face à ces restrictions douloureuses (*ibid.*, f. 18). Dans le même esprit d'économie, le programme de télévision a été réduit à deux heures de transmission, et les restaurants et les bars ont été obligés de fermer à 22 heures.

Le quantum et le volume des investissements ont augmenté avec chaque plan quinquennal par la pure volonté du dirigeant du pays. Outre les efforts imposés aux citoyens pour payer la dette extérieure, les matières premières, l'énergie et les combustibles, d'immenses objectifs attendaient à être parachevés. Certains objectifs faisaient partie des projets de reconstruction du centre civique de la capitale du pays<sup>10</sup> et de modernisation des villes et des villages, d'autres concernaient des investissements économiques grandioses avec des amortissements à long terme.<sup>11</sup>



Le mécontentement et les frustrations des Roumains excédés par les privations alimentaires, le froid et l'obscurité se sont accentués d'une année à l'autre.

## Toujours en avant !

C'ÉTAIT LE salut des pionniers sous le régime communiste. Les enfants étaient ainsi persuadés que l'avenir n'avait qu'une seule voie – celle décidée par le parti – et que pour la parcourir il fallait en permanence dépasser ses limites. La domination tyrannique de Ceausescu et sa conviction de représenter un personnage messianique ont créé un précipice entre les programmes et le style de vie imposés aux citoyens, d'une part, et les aspirations et les motivations de ceux-ci, de l'autre.

Mécontent du rythme de remboursement des crédits, à l'automne 1986 Ceausescu a décidé de vendre 80 tonnes d'or du trésor public gardé à la Banque Nationale de la Roumanie. Il devait être racheté jusqu'au congrès du parti de novembre 1989.<sup>12</sup> L'or a été vendu à un prix total de 1 040 millions de dollars, « en économisant » ainsi plus de 200 millions de dollars des intérêts afférents. En 1987, la direction de la Banque des Règlements Internationaux à Bâle dont la Roumanie était membre a conseillé les représentants roumains de renoncer aux paiements anticipés et d'utiliser les avances bancaires pour moderniser les entreprises en vue de la croissance de l'exportation. D'après le même Florea Dumitrescu, Ceausescu a considéré ce conseil comme une immixtion dans les affaires intérieures de la Roumanie (*Betea et al.*, 2015, f. 310-312).

Les changements survenus dans le « camp socialiste » ont influencé également les décisions de Ceausescu. Il a attribué les actions de la Solidarité ainsi que les troubles et les révoltes des Polonais à des forces extérieures qui voulaient déstabiliser le régime communiste. Tout ceci dans le contexte de l'incapacité de rembourser les crédits extérieurs aux délais établis. Pour contrecarrer les éventuelles révoltes, il a imposé une surveillance plus stricte de la population par les services spéciaux et l'intensification des actions de propagande. Le résultat en a été le développement d'un culte de la personnalité des époux Ceausescu et une haine toujours plus grande ressentie par les citoyens à leur égard.

La « perestroïka » de Gorbatchev a été considérée par Ceausescu comme une menace à l'adresse de son pouvoir et de ses politiques. À l'automne 1986, lors de la réunion des représentants des pays du CAER et du Traité de Varsovie, le dirigeant soviétique a ouvertement soulevé la question de la réformation de ces pays selon son modèle. Le fantasme du « dépassement du capitalisme » s'était évanoui. « Nous vivons de prêts », a reconnu Gorbatchev devant ses coéquipiers (ANIC, Fonds CC du PCR – Chancellerie, Dossier 88/1986, f. 46). Les dettes de la Hongrie s'élevaient à ce moment à 11,7 milliards de dollars, celles de la Pologne avaient dépassé 32 milliards de dollars. Les crédits utilisés dans les investissements n'avaient pas eu les effets escomptés. 85% des machines et des outillages livrés entre les membres du CAER étaient au-dessous du niveau de la technique moderne. Le rythme galopant du développement avait cessé. Au cours du premier plan quinquennal des années 1980, les pays socialistes s'étaient développés à un rythme deux fois plus lent que durant la décennie antérieure (*ibid.*, f. 88). Ceausescu a été le seul à réagir dans ces conclaves en maître de la voie du succès vers le commu-

nisme. Il estimait, et il n'hésitait pas à l'affirmer, qu'il avait réformé son pays avant Gorbatchev. Et il se manifestait comme quelqu'un qui avait le droit de le conseiller et de le critiquer, en inversant les anciens rôles entre « le frère aîné » de Kremlin et « les frères cadets » des pays soviétisés.

Dans ce contexte, Ceausescu a apprécié le remboursement intégral de la dette extérieure comme une preuve de son génie politique. Le jour même de ce paiement il a déclaré devant ses proches nt menée dans le développement proprement dit de l'économie, des moyens de production (Sténogramme de la séance du Comité Politique Exécutif du C.C. du P.C.R. du 31 mars 1989, *Scântea – Jurnalul României 1989 – Acum 20 de ani*, supplément du *Jurnalul național*, 31 mars 2009, p. 1).

Cependant, cette victoire a eu un effet de boomerang sur Ceausescu. Une fois la dette payée, il a décidé de garder sa place à tout prix et de poursuivre la voie du « la rationalisation des produits alimentaires, le froid et l'obscurité dans les maisons des citoyens. Les humiliations et les frustrations des gens ont été à l'origine de la révolte qui a éclaté en décembre 1989.



## Notes

1. Nicolae Ceausescu (1919-1989), militant communiste, devenu membre de la direction du parti après la Deuxième Guerre mondiale, dans le contexte de la soviétisation de Roumanie. Il a été nommé à la tête du parti communiste en été 1965, après la mort de Gheorghe Gheorghiu-Dej. En 1969 il a assumé la fonction de dirigeant de l'État et en 1974 celle de président de la Roumanie, créée à cet effet. Il a exercé un pouvoir dictatorial aux côtés de son épouse, Elena Ceausescu. La révolte de décembre 1989 s'est soldée par l'exécution du couple Ceausescu à l'issue d'un procès de type stalinien.
2. « Cuvântarea tovarășului Nicolae Ceausescu la Plenara CC al PCR din 12 aprilie 1989 », *Scântea – Jurnalul României 1989 – Acum 20 de ani*, supplément du *Jurnalul național*, Bucarest, 12 avril 2009.
3. Sténogramme de la séance du Comité Politique Exécutif du CC du PCR du 31 mars 1989
4. *Ibid.*
5. Le titre officiel du document est *Propuneri de măsuri pentru îmbunătățirea activității politico-ideologice, de educare marxist-leninistă a membrilor de partid, a tuturor oamenilor muncii*. Les dix-sept propositions faites par Ceausescu avaient été approuvées par la séance du Comité Exécutif du PCR du 6 juillet 1971. En novembre, elles ont été publiées sous la signature de Nicolae Ceausescu, avec le titre *Expunere cu privire la programul PCR pentru îmbunătățirea activității ideologice, ridicarea nivelului general al cunoașterii și educația socialistă a maselor; pentru așezarea relațiilor din societatea noastră pe baza principiilor eticii și echității socialiste și comuniste*.
6. La Roumanie avait refusé de signer le communiqué commun des pays membres du Traité de Varsovie par lequel l'Israël était désigné comme agresseur.
7. De 1972 à 1989, la Roumanie, dans sa qualité de membre du FMI et de la BIRD, avait réussi à construire avec les crédits obtenus de la Banque Mondiale des objectifs de grande importance pour l'économie roumaine : une entreprise d'aciers spéciaux à Târgoviște, une entreprise de tuyaux à Roman, une entreprise de fibres synthétiques à Câmpulung Muscel, une entreprise d'enveloppes à Zalău, une entreprise d'engrais chimiques à Bacău, une usine d'électricité hydraulique à Râul Mare etc.

8. Les sovroms étaient des sociétés mixtes roumano-soviétiques créées dans les principales secteurs de l'économie roumaine qui ont fonctionné de 1945 à 1956. La participation soviétique aux 16 sociétés a consisté dans des outillages et des biens confisqués aux Allemands.
9. Selon les informations fournies par Florea Dumitrescu, l'équipe incluait aussi Petru Gigea, ministre des Finances, Gheorghe Parschiv et Mihai Diamandopol, président de la Banque Roumaine de Commerce Extérieur.
10. En juin 1984, Ceausescu a ouvert le chantier de la Maison de la République et du boulevard « La Victoire du Socialisme », les premiers objectifs du futur centre civique de la capitale.
11. En 1978, par exemple, il a repris la construction du canal qui reliait le Danube à la mer Noire et qui avait été abandonné en 1953. L'investissement s'est achevé en 1984 et devait être amorti en 34 ans. D'autres grands investissements ont été décidés en été 1984 : le canal navigable Poarta Albă- Midia-Năvodari, le canal navigable qui reliait Bucarest au Danube, l'aménagement de la rivière Argeș pour qu'elle puisse être navigable et servir comme source d'irrigations. L'année suivante, Ceausescu a décidé de la régularisation de la rivière Dâmbovița et de l'ouverture du chantier d'une nouvelle magistrale du métro à Bucarest. On a commencé aussi de construire six grands complexes commerciaux dans la capitale.
12. Il n'avait récupéré jusqu'à ce moment que seulement 21 des 80 tonnes, gardant une réserve de devises et de monnaie nationale.

## Références

- Andrei, Ș. et L. Betea, *I se spunea Machiavelli, Ștefan Andrei în dialog cu Lavinia Betea*, Bucarest, Adevărul, 2011.
- Belciuganu, R., « Cum s-a îndeplinit porunca dictatorului: plata anticipată a creditelor internaționale, Știința – Jurnalul României 1989 – Acum 20 de ani », Supplément du *Jurnalul național*, 31 mars 2009. p. 1.
- Belciuganu, R., *Dezvăluirile guvernatorului Băncii Naționale a României*, <http://jurnalul.ro/special-jurnalul/dezvaluirile-guvernatorului-bancii-nationale-a-romaniei-502411.html>, accesat la 23.12.2015.
- Betea, L., *Povești din Cartierul Primăverii*, Bucarest, Curtea Veche, 2010.
- Betea, L., (dir.), C. Diac, F.-R. Mihai et I. Țiu, *Viața lui Ceaușescu, Fiul Poporului*, Vol. 2, Bucarest, Adevărul, 2013.
- Betea, L., (dir.), F.-R. Mihai et I. Țiu, *Viața lui Ceaușescu, Tiranul*, Vol. 3, Târgoviște, Cetatea de Scaun, 2015.
- A. Burakowski, *Dictatura lui Nicolae Ceaușescu, 1965–1989. Geniul Carpaților*, Iași, Polirom, 2011.
- Carrere d'Encausse, H., *Triumful Națiunilor sau Sfârșitul imperiului sovietic*, traduction Popescu, I., S., Bucarest, Remember, 1993.
- C. Diac, *Ceausescu în goana nebună după credite*, Adevărul, 22 april 2013, p. 10.
- Ceausescu, N., « Expunere cu privire la Programul PCR pentru îmbunătățirea activității ideologice, ridicarea nivelului general al cunoașterii și educația socialistă a maselor, pentru așezarea relațiilor din societatea noastră pe baza principiilor eticii și echității socialiste și comuniste », Bucarest, Ed. Politică, 1971.
- Lenin, V. I., *Ce-i de făcut?*, Moscova, Editura pentru limbi străine, 1946.
- C. R. Popescu, *Industria României în secolul XX, Analiză geografică*, Bucarest, Oscar Print, 2000.
- I. Țiu, *Primele contacte ale lui Ceaușescu cu bancherii capitaliști* (online) la adresa [http://www.historia.ro/exclusiv\\_web/general/articol/primele-contacte-ale-lui-ceau-escu-bancherii-capitali-ti](http://www.historia.ro/exclusiv_web/general/articol/primele-contacte-ale-lui-ceau-escu-bancherii-capitali-ti), accesat la 23.12.2015.

### **Abstract**

#### **Strategiile lui Ceaușescu de gestionare și rambursare a creditelor externe**

În primăvara lui 1989, liderul comunist Nicolae Ceaușescu (1918-1989) a anunțat că România și-a achitat toate creditele externe. Nu a făcut publice însă strategiile prin care, în decursul unui deceniu, românii au reușit să compenseze creditele și dobânzile acumulate în anii 70. Cetățenii au trăit cu convingerea că achitarea datoriei externe s-a făcut exclusiv prin programele de „alimentație rațională” și de drastică economie energetică. Acestea le-au fost impuse însă în contul rambursării importurilor de petrol și țiței din Uniunea Sovietică, altă realitate „omisă” de discursul și documentele oficiale. Documentele de arhivă și „martorii implicați” demonstrează că împrumuturile externe au fost utilizate și rambursate prin strategii complexe, ascunse poporului în numele căruia Ceaușescu a pretindea că ia decizii.

### **Keywords**

Ceaușescu, datorie externă, export, investiții, alimentație rațională.